

<http://divergences.be/spip.php?article1599>



Chérif Albert

Viva Palestina contre l'oubli

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2010 - N° 18 Janvier 2010 - Français - INTERNATIONAL - Marche sur Gaza -

Date de mise en ligne : vendredi 1er janvier 2010

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L300xH199/viva-0a7f0.jpg>

Les activistes venus de tous bords et voulant manifester leur solidarité avec les Palestiniens de Gaza tentaient d'obtenir le feu vert pour traverser la frontière et pénétrer dans ce bout de territoire coupé du monde. Ils se heurtent aux autorités égyptiennes qui mettent en avant les engagements politiques de l'Egypte et ses considérations sécuritaires. Il s'agit de deux convois d'aide humanitaire. Le premier, organisé par le célèbre député britannique George Galloway, est bloqué au port jordanien d'Aqaba.

Opérant sous le slogan Viva Palestina, ce convoi compte près de 500 activistes de diverses nationalités. Galloway essaye sans grand succès de transiter par le port égyptien de Noueiba. Son convoi compte environ 250 camions chargés d'aides européennes, turques et arabes de la nourriture et du matériel médical. Le ministère des Affaires étrangères est toutefois catégorique : « Pas d'entrée par Noueiba. L'entrée peut seulement se faire par Al-Arich », sur la côte méditerranéenne, a affirmé son porte-parole Hossam Zaki. Pour entrer par Al-Arich, le convoi devra contourner la péninsule du Sinaï et passer par le Canal de Suez avant d'atteindre la côte méditerranéenne, un détour que les organisateurs estiment onéreux.

L'autre convoi d'aide humanitaire compte lui aussi plusieurs centaines d'activistes. Il tente d'accéder à Gaza de l'intérieur même de l'Egypte. Tout au long de la semaine dernière, des centaines d'activistes ont commencé à converger au Caire où ils attendent l'autorisation de prendre l'autobus pour Gaza, via le poste frontalier de Rafah. Il s'agit de 1 360 délégués originaires de 43 pays, dont des diplomates, des artistes, des religieux et des professionnels de tous bords. Ils souhaitent être à Gaza le 31 décembre pour y organiser une « marche pour la liberté » commémorant le premier anniversaire de l'offensive militaire israélienne contre ce territoire.

Le convoi est formé de plusieurs autobus et d'un seul camion chargé d'assistances d'une valeur de 100 000 dollars collectés par les efforts personnels des activistes. Il s'agit notamment de nourriture, de médicaments, de vêtements et d'ordinateurs pour les écoles, destinés à ce territoire soumis à un blocus israélien quasi-total depuis deux ans. L'interdiction n'en fut pas moins catégorique : « Compte tenu de la situation sensible dans ce territoire, l'Egypte ne peut coopérer » à un tel projet, avait indiqué dans un communiqué le ministère égyptien des Affaires étrangères. Le ministère avait averti que « toute tentative de violation de la loi et de l'ordre public par des organisations locales ou internationales sera sanctionnée conformément à la loi ».

L'ancienne vice-présidente du Parlement européen, Louisa Morgantini, a fait le déplacement au Caire pour participer à cette manifestation. « C'est extrêmement important de montrer au monde entier et aux Israéliens que le blocus imposé à Gaza représente une punition collective et cause beaucoup de souffrance aux habitants de ce territoire », affirme Mme Morgantini. Elle insiste qu'il ne s'agit pas de soutenir le gouvernement en place à Gaza ni une partie contre une autre. « La question humanitaire est primordiale, la communauté internationale doit faire pression sur Israël », ajoute la diplomate qui souhaite que les autorités égyptiennes reconsidèrent leur position et « réalisent que cette manifestation est en faveur de la paix et de la réconciliation ».

« Nous ne sommes pas venus en Egypte pour créer des problèmes ni provoquer des conflits », écrivent les organisateurs de cette marche dans une lettre ouverte au président Hosni Moubarak et à son épouse en sa qualité de présidente du Croissant-Rouge égyptien. Ils affirment être en contact permanent avec le ministère égyptien des Affaires étrangères, dans l'espoir d'obtenir une autorisation de traverser la frontière vers Gaza.

« Nous sommes traités avec respect par les officiels du ministère avec lesquels nous discutons longuement. Ils ont été honnêtes en reconnaissant les conditions difficiles qui sévissent à Gaza », affirme pour sa part Ann Wright, coordinatrice de cette manifestation de solidarité, connue notamment pour être l'une de trois officiels du Département d'Etat américain à avoir démissionné suite à l'invasion de l'Iraq.

Ces activistes qui ont essuyé un refus à la dernière minute après six mois de préparation ne cachent pas leur déception. « Ce que disent les officiels c'est que la décision égyptienne fait partie d'un arrangement international et ce que nous disons c'est que tous les pays qui font partie de cet arrangement doivent le changer », souligne Mme Wright qui insiste à son tour sur le caractère purement humanitaire de l'initiative « de citoyens à des citoyens ». « Il faut qu'on se rende là-bas pour voir de nos yeux la destruction qu'a causée l'horrible offensive israélienne et témoigner qu'un an après, la reconstruction n'a pas eu lieu », assure-t-elle.

Déterminés à rappeler au monde entier un drame oublié et ce, indépendamment de la décision finale des autorités, les membres de Gaza Freedom March se sont réunis dimanche au bord du Nil où ils ont allumé des bougies en mémoire des 1 400 victimes palestiniennes tombées il y a un an, jour pour jour, sous les bombes israéliennes.

Chérif Albert